



LAURENT BERGER (CFDT) «LES SYNDICATS MANIFESTENT POUR UN AUTRE MODÈLE» Interview, p.22

«Le gouvernement doit définir un cap»

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, participe samedi à la mobilisation en Bretagne avec les autres syndicats, hormis FO.

Par **DOMINIQUE ALBERTINI**
et **LILIAN ALEMAGNA**
Photo **MANUEL BRAUN**

Face à la multiplication des mouvements antifiscaux et aux tergiversations du gouvernement, le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, appelle François Hollande à «faire acte de vision, de hauteur, d'autorité».

Les organisations syndicales sont-elles débordées par des mouvements comme celui des Bonnets rouges ?

En Bretagne, nous n'avons pas été débordés : la CFDT a refusé de s'associer au mouvement. On connaît cependant les problèmes de cette région : depuis dix ans, nous disons que

faire de l'agroalimentaire bas de gamme avec des aides européennes nous mène dans le mur. [Samedi], nous manifestons pour défendre un autre modèle, basé sur la qualité – le «mieux» plutôt que le «plus» – et pour des solutions pour les salariés qui perdent leur emploi.

Etes-vous étonné de voir des salariés manifester au côté des patrons ?
Deux phénomènes se rencontrent : des salariés qui ont perdu leur boulot, et qu'il faut entendre et aider ; et un consentement à l'impôt qui recule à cause d'une politique fiscale illisible. Les citoyens ne comprennent plus l'impôt, et ça, c'est en partie la faute du gouvernement. Mais ces faits sont instrumentalisés par certains patrons et agriculteurs productivistes, selon qui c'est l'écotaxe – pas encore en vigueur – qui pénalise la Bretagne. D'ailleurs, je ne trouve pas cohérente l'attitude de Force ouvrière, qui emmène des salariés manifester aux côtés de ceux qui les ont mis dans le mur. Contester un impôt écologique tout en demandant des subventions financées par la fiscalité, qu'est-ce que ça veut dire ?

Le gouvernement a-t-il une responsabilité dans cette situation ?

Il doit définir un cap et faire preuve d'autorité. Dans notre pays, on vote l'écotaxe, puis on paraît se repentir de l'avoir fait. Et c'est le ministre de l'Economie lui-même qui lance l'expression «ras-le-bol fiscal». La

fiscalité est illisible, incompréhensible, inéquitable. Nous réclamons donc la transparence : qui paye quoi et pourquoi ?

Vous devez donc être satisfait de la «remise à plat» annoncée par Jean-Marc Ayrault ?

Satisfait que l'on discute enfin globalement de la fiscalité. Nous voulons un impôt vraiment progressif et une baisse de la fiscalité indirecte qui pèse de façon aveugle sur les revenus. L'autre sujet, c'est le financement de la protection sociale. Certains prélèvements, comme les cotisations famille et santé, ne devraient peut-être pas reposer sur le travail, mais sur la CSG. Mais ce basculement doit se faire à salaire net constant, avec des contreparties demandées aux entreprises. On peut aussi réfléchir au remplacement du quotient familial par une aide forfaitaire par enfant ou à l'individualisation de l'impôt. En revanche, nous sommes circonspects sur la fusion entre impôt sur le revenu et CSG. Le premier finance l'Etat, la seconde la Sécurité sociale : si un impôt unique est créé, il faudra absolument clarifier et garantir ce qui va à l'un et à l'autre.

Le patronat réclame une baisse des prélèvements pour les entreprises...

Il faut tordre le cou à l'idée que la fiscalité pèserait plus qu'avant sur les entreprises. C'est l'inverse qui se produit : la hausse de la TVA va financer un crédit d'impôt aux em-





ployeurs. Le patronat n'est pas assez tourné vers l'intérêt général. Il ne suffit pas d'exonérer les entreprises de toute responsabilité puis d'attendre le bonheur du peuple. Il faut des conditions aux aides publiques pour les entreprises: on ne peut pas dépenser des milliards sans des engagements de leur part sur les bas salaires, la formation...

Le gouvernement fait-il bien de privilégier une politique de l'offre ?

Il doit surtout dire où il nous emmène. Que sera le progrès demain ? L'emploi, la qualité de vie ? Chacun est prêt à des efforts, mais cela ne durera pas sans définition du cap suivi. La réduction des déficits est pertinente, mais à un rythme raisonnable. Surtout, elle ne peut pas être le seul horizon du pays. Le gouvernement manque de cohé-

REPÈRES

Sept syndicats appellent à manifester samedi matin

dans les quatre départements bretons. Jugeant insuffisant le «pacte d'avenir» promis par le gouvernement, ils réclament la mise en place d'un «nouveau modèle» pour la région.

9,4%

C'est le taux de chômage en Bretagne au deuxième trimestre, sous la moyenne nationale d'alors (10,9%).

FORCE OUVRIÈRE

Absent du cortège samedi, FO ne participera pas non plus à l'intersyndicale qui se tiendra lundi soir au siège de la CFDT. *«Je n'aime pas répondre aux convocations»* et *«sur le fond, je ne crois pas aux choses artificielles»*, a expliqué le leader de FO, Jean-Claude Mailly. *«Si c'est pour faire une photo tous ensemble, désolé, je n'ai pas le temps d'aller chez le coiffeur d'ici à lundi.»*

rence et peut donner l'impression de gérer au jour le jour. Le Président doit faire acte de vision, de hauteur, d'autorité et définir une politique d'investissement pour préparer l'avenir.

Croyez-vous encore qu'une baisse durable du chômage débutera à la fin de l'année ?

«La première bataille n'a pas permis de maintenir l'activité. La deuxième, c'est que pas un salarié ne soit laissé au bord du chemin.»

Michel Sapin ministre du Travail,

aux abattoirs bretons Gad Cette promesse m'a toujours laissé perplexe. L'expression «inverser la courbe» est horrible. Parlons des gens. Ensuite, je ne sais pas si le chômage baissera à la fin de l'année. Le plus tôt sera le mieux. S'il baisse en février, on dira que le gouvernement n'a pas tenu sa promesse. Peu importe. Par ailleurs, il est hors de question de baisser les droits des chômeurs à l'occasion des négociations à venir.

Quels sont les résultats des contrats aidés mis en place ?

Les contrats de génération progressent dans quelques grandes branches et entreprises. C'est beaucoup plus compliqué dans les moyennes, parce que le patronat est timoré sur le sujet. Les emplois aidés sont utiles. Ceux qui les critiquent devraient aller le dire aux jeunes peu qualifiés qui en bénéficient. ◆



Laurent Berger, mercredi, à Paris : *«Le patronat n'est pas assez tourné vers l'intérêt général.»*